



# Energies des territoires

N° 1 – septembre 2020

par EDF

**Résilience :**

quand les territoires se mobilisent ! p. 08

**Proxity**

Un nouveau dispositif pour soutenir l'économie locale p. 06

**Covid-19**

Une mobilisation sans précédent p. 14

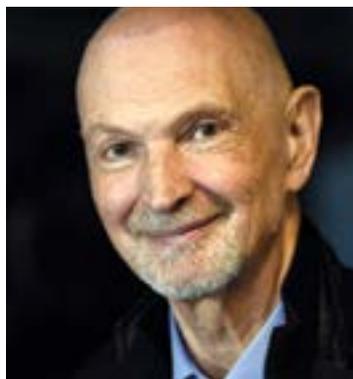
# Sommaire

**Matière grise**  
> Aménagement urbain : place à l'agriculture (saine) en ville

**04**



**06** **Matière à picorer**  
> Proximité : un nouveau dispositif pour soutenir l'économie locale



**Matière à discussion**  
> L'interview de Serge Tisseron, psychiatre, membre de l'Académie des technologies

**13**



**08**

**Matière à réflexion**  
> Résilience : quand les territoires se mobilisent !

**14**

**Matière à voir**  
> Covid-19 : une mobilisation sans précédent



**Origine 2018 de l'électricité vendue par EDF :**

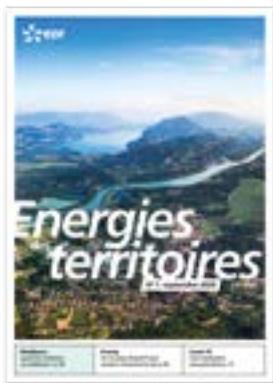
86,3 % nucléaire, 8,5 % renouvelables (dont 6,6 % hydraulique), 1,5 % charbon, 2,7 % gaz, 1,0 % fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur [www.edf.com](http://www.edf.com)

**L'énergie est notre avenir, économisons-la !**

**+** [www.edf.fr/collectivites](http://www.edf.fr/collectivites)

**Energies des territoires par EDF** – n° 1 – septembre 2020 – **Directeur de la publication :** Jean-Pierre Frémont – **Direction de la rédaction :** Garance Alfonsi, Christelle Collenot-Doré, Caroline Cornu, Guillaume Flachat, Mathieu Monot – **Ont participé à ce numéro :** Natacha Grzeskowiak, Catherine Lescure – **Conception, rédaction, réalisation :** **WAT** - [wearetogether.fr](http://wearetogether.fr) – 1911-00696 – **Crédits photo :** Gregory Dubus/iStock ; Stéphane de Bourgies ; Espigle/iStock ; Fotografix/iStock ; PeopleImages/iStock ; Beata Halik/iStock ; egadolfo/iStock ; Anthony Boyd Graphics ; Stéphane Compoint/Capa Pictures ; Kateafter/Shutterstock ; DrAfter123/iStock ; Heather Favell/BETC ; Alexandre Marchi ; Jean-Lionel Dias ; photothèque EDF. – **Contact magazine :** EDF – Direction à l'Action Régionale – 20, place de la Défense – 92050 Paris La Défense Cedex – EDF S.A. Capital de 1 551 810 543 euros – 552 081 317 R.C.S. Paris – [www.edf.fr](http://www.edf.fr)





### **Energies des territoires par EDF,**

c'est le nouveau magazine de la transition énergétique des territoires du groupe EDF. Pensé pour les collectivités et réalisé avec elles, il observe, valorise et décrypte les prises d'initiatives de tous ceux qui contribuent à un avenir énergétique bas carbone et font face à l'urgence climatique. Bonnes pratiques, retours d'expérience, témoignages... Inspirez-vous !

*L'équipe de rédaction*

# « La crise sanitaire ne doit pas masquer un autre péril, celui du climat. »

**Jean-Bernard Lévy,**  
président-directeur général



**L**a crise sanitaire que traverse le monde bouscule notre quotidien. Elle nous confronte à la fragilité de nos sociétés et teste notre capacité de résilience. Les derniers mois ont souligné la place cruciale de l'électricité pour soigner, se chauffer, se nourrir, travailler à distance, ou encore rester connecté à ses proches.

Aux côtés des territoires, avec les élus locaux, le groupe EDF a montré son engagement sans faille et son sens du service, en premier lieu pour garantir la production et l'approvisionnement en électricité sur tout le territoire national. Nos filiales de services énergétiques ont également assuré la continuité des activités essentielles, que ce soit pour le bon fonctionnement des établissements de santé, du chauffage urbain, du froid alimentaire, ou pour l'éclairage public et la gestion des déchets. Nos conseillers, tous localisés en France, sont restés à l'écoute de tous nos clients pour les accompagner face aux difficultés qu'ils ont pu rencontrer. Notre ancrage sur tout le territoire nous a permis de contribuer étroitement à la gestion de crise avec les services déconcentrés de l'État et les collectivités territoriales. Nous avons aussi souhaité prendre part à l'élan de solidarité nationale avec la mise en œuvre de dispositions plus souples, conformes à nos valeurs, pour nos clients, prestataires et fournisseurs.

La crise sanitaire ne doit pas masquer un autre péril, celui du climat. Pour lutter contre le réchauffement de la planète, il nous faudra là aussi faire preuve de résilience. Fort de son mix très décarboné grâce aux renouvelables et au nucléaire, le groupe EDF propose pour les territoires, l'industrie, les entreprises et les particuliers, des solutions efficaces pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> et les factures énergétiques. De la performance énergétique des logements neufs à leur rénovation, de la production locale d'énergie à l'autoconsommation et à la mobilité électrique, sans oublier les grands projets d'aménagement, nous souhaitons avec vous, à vos côtés, travailler à l'accélération de la transition énergétique.

Construire un avenir énergétique neutre en CO<sub>2</sub> conciliant préservation de la planète, bien-être et développement grâce à l'électricité et à des solutions et services innovants, c'est notre raison d'être. Et c'est ensemble que nous réaliserons cette ambition.



**AMÉNAGEMENT**

**URBAIN**

## PLACE À L'AGRICULTURE (SAINE) EN VILLE

La start-up française Kanopée  
Koncept s'est donné pour vocation  
de transformer les espaces urbains  
vacants (espaces verts, esplanades,  
toits) en jardins potagers. L'idée ?  
Favoriser la transition écologique,  
créer du bien-être et du lien social,  
mais aussi revitaliser les villes en lien  
avec les acteurs de l'aménagement,  
les bailleurs sociaux et les promoteurs  
immobiliers de logements collectifs  
et de bâtiments tertiaires.



# Matière grise



**VU SUR  
TWITTER**



Retrouvez les témoignages d'acteurs publics sur la gestion de la crise et du déconfinement sur [weka.fr](http://weka.fr).

## COMMERCE

### RELANCER L'ATTRACTIVITÉ DES CENTRES-VILLES

Comment faire des centres-villes des lieux de vie respectant les nouvelles règles sanitaires ? À l'initiative de l'association d'élus et de parlementaires **Centre-Ville en Mouvement**, 40 acteurs (maires, fédérations et confédérations nationales des commerces, etc.) ont été auditionnés sur cette question. Leurs contributions sont réunies dans un rapport en vue d'aider le Gouvernement à prendre les bonnes décisions. Par ailleurs, les 15<sup>es</sup> Assises Nationales du Centre-Ville se sont déroulées du 8 au 12 juin dernier, comme prévu, mais en visioconférence, circonstances obligent.



## AÉRONAUTIQUE

### UN TREMPLIN VERS LA NEUTRALITÉ CARBONE

Dispositif reconnu internationalement, l'ACA (*Airport Carbon Accreditation*) propose différents niveaux d'accréditation en vue de valider les efforts accomplis par les aéroports pour atteindre la neutralité carbone. Pour accompagner au mieux les aéroports français dans cette démarche, qu'elle soit technique ou financière, le programme CEE EASEE a été créé ! Retrouvez toutes les informations sur le site [easee-aeroport.fr](http://easee-aeroport.fr)

## PLAIDOYER

### DES GRANDS PATRONS S'ENGAGENT POUR UNE RELANCE VERTE

Soutenir la rénovation énergétique des bâtiments, les mobilités bas carbone, l'économie circulaire, l'alimentation durable... 92 grands patrons prennent position pour que l'accompagnement de la transition écologique soit placé au cœur du programme gouvernemental de relance économique. Ils souhaitent aussi voir se manifester un souci plus affirmé de justice sociale. Parmi les signataires figurent les dirigeants de Renault, AXA, Société Générale, SNCF, EDF ou encore Danone.





## PROXITY

### UN NOUVEAU DISPOSITIF POUR SOUTENIR L'ÉCONOMIE LOCALE

**N**ée d'un projet d'intrapreneuriat, la start-up Commerçant+, aujourd'hui **Proxity**, est devenue une filiale à 100% du groupe EDF en janvier 2020. Son ambition est de déployer et d'enrichir une offre de services permettant aux commerçants d'augmenter le flux de consommateurs dans les centres-villes. Actuellement, deux produits sont déployés. Le pass commerce est un dispositif de fidélité physique et digital qui permet au consommateur de cumuler des points, puis de les dépenser dans les boutiques de centre-ville adhérentes, ou en paiement de services urbains. S'ajoute une plateforme proposant des services utiles aux commerçants et aux collectivités : soutien à l'animation commerciale, au marketing ou aux travaux pour les premiers ; partage d'informations sur les tendances de consommation ou l'évaluation des flux piétons pour les secondes. « Afin de soutenir le redémarrage des commerces post-crise sanitaire, nous proposons actuellement des frais de gestion diminués de moitié pendant les trois premiers mois d'utilisation de la solution, explique Véronique Bru, directrice générale de Proxity. De plus, nous proposons des animations spécifiques en centre-ville en cette période de relance ; les territoires qui le souhaitent peuvent également abonder les cagnottes des consommateurs au démarrage. » Cinq territoires font déjà confiance à Proxity : Oullins, Neuville-sur-Saône, Lyon 7 (Rhône), Aime-la-Plagne (Savoie) et Pont-de-Chéruy (Isère).



*« Les pass Proxity dopent le pouvoir d'achat des consommateurs et, ainsi, répondent aux communes ou aux régions désireuses de soutenir la consommation dans la durée. »*

**Véronique Bru,**  
directrice générale



## INNOVATION DIGITALE

# MYBUS S'ENGAGE POUR UN RETOUR À LA NORMALE DANS LES TRANSPORTS

Pour apporter son aide aux réseaux de transport public et redonner confiance aux usagers dans un contexte post-confinement, la start-up MyBus propose de déployer pendant six mois deux solutions digitales. La première permet aux clients d'acheter des titres de transport à distance. À chaque montée à bord, le client valide le QR-Code affiché sur le véhicule ou bien déclenche la validation sur son smartphone. La seconde solution aide les usagers à respecter les règles de distanciation sociale en faisant apparaître, sur l'appli **MyBus**, une jauge de la capacité d'accueil de chaque véhicule. Elle repose sur l'évaluation du taux d'affluence par le conducteur ou par tout autre agent à bord.

## Fin des tarifs réglementés : êtes-vous concerné ?

Toutes les collectivités, les bailleurs sociaux ou entités publiques qui emploient dix personnes ou plus où dont le bilan annuel et les recettes sont supérieurs à 2 millions d'euros sont concernés par la fin du tarif réglementé au 31 décembre 2020. Il vous appartient dès maintenant de lancer la procédure d'attribution de votre nouveau marché de fourniture d'électricité dans le respect des règles de la commande publique. Si votre besoin ne relève pas d'une procédure de mise en concurrence obligatoire, il suffit de **contacter votre conseiller EDF Collectivités** pour étudier la meilleure offre d'électricité parmi une gamme souple et variée qui répond à vos besoins de maîtrise et d'optimisation du budget énergie de vos bâtiments, infrastructures et éclairages publics.



## L'ATELIER ÉNERGIE ET TERRITOIRES PUBLIE QUATRE NOUVEAUX LIVRETS

Laboratoire d'idées et de recherche, mais aussi lieu de rencontre et de débat, l'Atelier Énergie et Territoires, créé en 2012 par EDF, invite les acteurs des villes à mieux comprendre les mutations territoriales et formalise des propositions concrètes. L'Atelier achève ainsi son dernier cycle d'études consacré à la résilience des territoires et publie quatre livrets : « Premiers débats, première définition », « La résilience en action : quelles réalités dans les territoires ? », « Résilience, projet urbain et cohésion sociale : deux exemples européens », « Une ville frugale et intelligente face à des défis inédits ». Une collection éclairante sur la notion de « résilience » qui a d'autant plus d'intérêt en cette année de crise sanitaire, pour y trouver des clés de réflexion ! Pour en savoir plus, [www.edfville durable.fr/atelierenergieetterritoires](http://www.edfville durable.fr/atelierenergieetterritoires)

## L'IRD et EDF alliés contre la Covid-19

Dès le début de la pandémie, l'Institut de recherche pour le développement (IRD) a déployé un simulateur de propagation de la maladie et d'évaluation des politiques de contrôle/confinement. L'objectif ? Développer un outil d'aide à la décision politique. Ce simulateur repose sur un calculateur haute performance conçu par la R&D d'EDF. Il permet de prendre en compte l'hétérogénéité de la population et les caractéristiques des individus (âge, occupations...), à plusieurs échelles territoriales.

**2 M€**  
C'est le montant du fonds d'urgence et de solidarité créé par la **Fondation Groupe EDF** pour faire face à la crise sanitaire et sociale.

# Résilience : quand les territoires se mobilisent !





« La recherche de résilience ne peut pas consister en un retour à l'état initial. Plutôt que de prétendre résoudre un problème en s'en remettant au mode de pensée qui l'a engendré, il faut s'autoriser à explorer d'autres visions. »

Clara Villar,  
coordinatrice de la convention alpine  
et de la Suera (Stratégie de l'Union  
européenne pour la région alpine)  
et facilitatrice en intelligence collective

Appliqué aux villes et aux territoires, le concept de résilience rencontre un écho croissant, encore amplifié par la crise de la Covid-19. Le terme renvoie à deux réalités distinctes. D'abord, l'appropriation d'outils d'ingénierie permettant d'anticiper et de gérer les crises. Ensuite, la prise en compte de toutes les interactions à l'œuvre sur un territoire, pour rechercher des bénéfices durablement partagés.

**R**etrouver son état – physique ou psychologique – à la suite d'un choc : c'est la définition la plus commune de la résilience. Depuis une dizaine d'années, cependant, cette notion est pensée non plus seulement dans une dimension individuelle mais aussi collective. À l'échelle d'un territoire, par exemple, elle consiste à anticiper les perturbations de toute nature (sanitaire, écologique, sociale) pour en minimiser les impacts. Et, une fois le choc passé, à rebondir en préservant ce qui est considéré comme fondamental et en engageant une part de transformation positive là où elle est nécessaire.

« Parce qu'elle se nourrit de la nature, des ressources et de la structure propres à chaque territoire, la résilience doit toujours faire l'objet d'une approche sur mesure, explique Clara Villar, coordinatrice de la convention alpine et de la Suera (Stratégie de l'Union européenne pour la région alpine) et facilitatrice en intelligence collective. Et cela d'autant plus qu'elle est au service de l'intérêt général, et dépend donc du projet politique porté par les décideurs publics. »

### **FAIRE TOMBER LES BARRIÈRES**

Sur quels leviers une politique de résilience peut-elle s'appuyer ? Les territoires disposent tout d'abord d'outils de préparation et de gestion de crise. En France, les tempêtes de l'hiver 1999 puis l'explosion de l'usine AZF en 2001 ont conduit l'État à mettre en place un arsenal législatif et réglementaire étoffé. ■■■



À La Rochelle, le groupe EDF travaille aux côtés de la collectivité pour protéger les infrastructures énergétiques, en cas de submersion.

■■■ Plan de sauvegarde pour les communes, plan d'organisation interne et plan de continuité d'activité pour les entreprises, plan de mise en sûreté des personnes et des biens pour les établissements scolaires... autant de garanties apportées à la mise en place de moyens humains et matériels adaptés.

« Ces outils sont capitaux dans l'anticipation des accidents majeurs. Mais pour donner leur pleine mesure, ils doivent être élaborés conjointement. Il faut aussi s'assurer de leur cohérence avec la réponse en termes de sécurité civile, dont l'élaboration dépend du préfet, le représentant local de l'État », précise Jacques Faye, responsable du bureau de l'information préventive à la direction prévention des risques du ministère de l'Environnement (de 1998 à 2018). Se dessine ici une condition clé de réussite. Pour qu'un territoire soit résilient, les acteurs – intercommunalité, métropole, département, région, établissements publics... – doivent coopérer et aligner leurs décisions. En la matière, il peut être pertinent d'ignorer les frontières. « C'est ce que fait l'Europe pour lutter contre les feux de forêt sur le pourtour méditerranéen, remarque Jacques Faye. L'action du Centre de coordination de la réaction d'urgence basé à Bruxelles permet de mutualiser les moyens aériens à l'échelle supranationale. »

Durant la crise liée à l'épidémie de Covid-19, cette question de l'articulation des politiques engagées par les États a été régulièrement évoquée. Les institutions européennes, en lien avec les pays membres, ont formalisé plusieurs réponses communautaires. La création d'une réserve stratégique de matériel médical en donne une bonne illustration.

## PENSER LES FUTURS POSSIBLES

Décisif dans la gestion des catastrophes, le décloisonnement des acteurs et des niveaux d'intervention l'est aussi pour penser les futurs possibles des territoires. L'enjeu : faire face aux phénomènes profonds et de longue durée tels que le dérèglement climatique. « Il faut oser agir, de façon sectorielle et surtout systémique, sur les problématiques que les crises ont contribué à révéler, souligne Clara Villar. L'objectif est de transformer des collectifs créés sous la contrainte et la peur en collectifs mus par le sens. »

Depuis quelques années, Paris travaille à établir des traits d'union entre ses enjeux propres et ceux de ses environs, en proposant des réponses transversales. La ville collabore ainsi avec les territoires ruraux en vue de renforcer le rôle de la Seine comme voie d'acheminement pour les produits agricoles, mais aussi comme moyen de régulation des crues. Une réflexion a notamment été menée avec la Métropole du Grand Paris et les chambres d'agriculture. Elle a conduit à la recréation de zones d'expansion des crues et à la mise en place de garanties d'indemnisation en cas d'inondation.

À terme, ce type d'accord gagnant-gagnant pourrait inclure des débouchés pour les exploitants agricoles (dans le cadre de l'approvisionnement des cantines scolaires, par exemple). En contrepartie, les bénéficiaires s'engageraient à supprimer les pesticides dans les cultures. « Voilà pourquoi s'impose aujourd'hui l'enjeu d'une gouvernance innovante : il ne s'agit plus simplement de gérer ou d'administrer mais de concilier les besoins des différents acteurs du territoire », analyse Clara Villar. ■■■



# Accompagner les territoires pour décarboner les usages et préparer l'avenir

Aux yeux du groupe EDF, la recette pour faire de l'énergie un levier de résilience et réussir la transition énergétique porte un nom : neutralité carbone. « C'est en systématisant cette logique dans nos villes, nos quartiers et nos projets, que nous répondrons au choc du dérèglement climatique et ouvrirons la voie à un avenir soutenable pour les territoires, explique Jean-Pierre Frémont, directeur à l'Action Régionale du Groupe EDF. Pour y parvenir, il faut aborder la question énergétique dans toutes ses finalités pour le bâtiment, l'industrie, les transports et les activités économiques. » De l'écogeste appris sur les bancs de l'école au grand projet d'aménagement urbain, de multiples exemples illustrent cette recherche de neutralité carbone. Les transports en commun sont, notamment, au cœur de la problématique. Récemment, le Grand Avignon a demandé au Groupe de travailler sur un scénario d'électrification de sa flotte de bus. La Bourgogne-Franche-Comté, pour sa part, souhaiterait faire rouler ses cars, bus et bennes à ordures ménagères avec de l'hydrogène issu du territoire...

## 3 questions à



**Françoise Coutant,**  
vice-présidente du conseil régional  
de Nouvelle-Aquitaine en charge du climat  
et de la transition énergétique

### **Comment la région Nouvelle-Aquitaine est-elle préparée à affronter les crises ?**

*Dans mon domaine, nous nous appuyons sur le SRADDET pour planifier notre stratégie d'adaptation aux changements climatiques.*

*La volonté : convaincre afin de mobiliser le plus grand nombre d'acteurs de l'urgence d'agir. Nous coconstruisons des éléments de planification, leur mise en œuvre, des objectifs régionaux définis ensemble, tout en contrôlant l'efficacité des actions déployées. Cela nous a conduits à doter le territoire d'un groupe d'experts scientifiques permanent et indépendant, capable d'apporter les connaissances nécessaires à une prise de décision éclairée.*

*C'est la démarche Acclima Terra, complétée par l'Agence régionale Énergie Climat et le Conseil permanent de la transition énergétique et du climat.*

*C'est ce que j'appelle la « radicalité pragmatique », qui a abouti, notamment, au volet climat Air Énergie du SRADDET ou encore au Programme régional pour l'efficacité énergétique, voté le 29 mai en session vidéoconférence.*

### **En quoi la coconstruction de l'action publique est-elle essentielle ?**

*La lutte contre le changement climatique ne se résume pas à la réduction des GES et à la promotion des ENR. En Nouvelle-Aquitaine, près de 15% des foyers sont en situation de précarité énergétique. Il y a un fort enjeu social, mais aussi économique, avec la nécessité de structurer et de soutenir des filières créatrices d'emplois non délocalisables. Je pense que la construction d'un monde résilient suppose d'aborder les problèmes de manière systémique. Dans la mesure où les crises actuelles sont le résultat d'une manière d'habiter la planète, il faut réformer notre modèle actuel en profondeur.*

### **La crise de la Covid-19 a-t-elle mis au jour de nouvelles priorités ?**

*Nous avons mesuré la nécessité de renforcer notre autonomie, notamment énergétique.*

*Un plan d'action est engagé afin d'accompagner les entreprises actives dans le domaine de l'efficacité énergétique, de l'écoconstruction, mais aussi des énergies renouvelables.*

« *La résilience révèle souvent un élan de solidarité, une posture clé pour relever les défis !* »

**Jacques Faye**, responsable du bureau de l'information préventive à la direction prévention des risques du ministère de l'Environnement (de 1998 à 2018)



À Dijon, le poste de pilotage connecté des équipements urbains a facilité la gestion de la crise sanitaire, grâce à sa capacité de coordination et de partage de l'information.



## QUEL RÔLE POUR LE GROUPE EDF ?

Considérer les territoires comme des organismes où les flux de personnes, de matière et d'énergie constituent un ensemble indissociable, c'est reconnaître un rôle majeur aux acteurs qui fournissent les ressources indispensables. Le groupe EDF est l'un d'entre eux. Cela tient pour partie à une de ses activités : celle de gestionnaire de réseau, qui le met en première ligne dans la prévention du risque de *black-out* en cas de crise. Différents projets sont déjà menés en vue d'améliorer les dispositifs existants. En témoigne, notamment, le choix d'enterrer les postes de distribution d'électricité de La Rochelle avec un dispositif technique adéquat pour leur permettre de continuer à fonctionner dans un contexte de submersion.

Du fait de la densité de son ancrage local, le groupe EDF est en mesure de se mobiliser pour faire face aux situations exceptionnelles. Ainsi, lors de la crise de la Covid-19, le Groupe a coanimé un réseau d'industriels du Centre-Val-de-Loire. Sa mission ? Garantir l'accès de tous les participants aux services et ressources nécessaires à la continuité de leur activité.

La contribution du Groupe à la résilience des territoires s'incarne, enfin, dans son expertise technique au service des projets de *smart city*, à l'image du centre de supervision urbaine<sup>(1)</sup> lancé en 2019 par la Métropole de Dijon (OnDijon). Cette plateforme de commandement réunit les principales fonctions de la ville : police municipale, sécurité, circulation, e-administration, transports en commun... Y convergent, en temps réel, les informations concernant l'ensemble des services, les images des 300 caméras de vidéosurveillance de la Métropole, ainsi que les données collectées *via* les capteurs installés sur les équipements urbains (feux tricolores, bornes électriques, éclairage public, etc.). De quoi faciliter l'anticipation et la coordination des travaux impactant l'espace public, le traitement des ordures ménagères ou encore la gestion du risque de crue. OnDijon s'est également révélé précieux pour faire face à la crise de la Covid-19. Grâce à une capacité de coordination et de partage de l'information renforcée, le fonctionnement de la Métropole n'a pas été affecté pendant la période la plus critique... même avec moins d'agents sur le terrain !

(1) Réalisé par le groupement composé de Bouygues Énergies & Services et Citelum, avec SUEZ.

# La résilience, une fabrique de l'espoir

Psychiatre, membre de l'Académie des technologies, Serge Tisseron a beaucoup travaillé et écrit sur la résilience<sup>(1)</sup>. Il livre ses réflexions sur les interprétations possibles et sur l'exploitation de cette notion.

### **Qu'est-ce que la résilience ?**

*Depuis les travaux d'Emmy Werner dans les années 80, le mot a reçu quatre définitions scientifiques qui coexistent encore. Il a d'abord désigné un trait de personnalité, acquis génétiquement ou en lien avec une « niche affective » précoce, puis un processus par lequel chacun peut devenir résilient, puis une force intérieure caractéristique du vivant. Enfin, dans les années 2010, il a été pensé dans une dimension collective de « corésilience », et plus seulement de façon individuelle ou duelle. Mais le mot est aussi utilisé par des politiques pour minorer les disparités, « chacun pouvant s'en sortir en cultivant sa résilience ».*

### **Comment la notion s'applique-t-elle à un territoire ?**

*Les Nations unies, dans leur campagne mondiale 2010-2011, la définissent ainsi : « La capacité d'un système, d'une communauté ou d'une société, de résister, d'absorber et de corriger les effets d'un danger, et de s'en accommoder, en temps opportun et de manière efficace, notamment par la préservation et la restauration de ses structures essentielles et de ses fonctions de base ». Elle passe donc par quatre étapes : se préparer, résister, reconstruire, et enfin résorber les effets d'une catastrophe, notamment psychologiques. Un territoire résilient est capable d'anticiper des perturbations et d'en minimiser les conséquences grâce à la veille et à la prospective. Pour cela, la qualité de la gouvernance territoriale me semble décisive. Je pense notamment à la convergence entre les échelles de pouvoir, la mobilisation de l'intelligence collective et la coopération avec les territoires voisins.*

### **De quelles mutations la crise actuelle est-elle porteuse ?**

*Plusieurs évolutions positives semblent émerger comme la généralisation d'un télétravail partiel, la revalorisation des métiers socialement indispensables et, surtout, la conscience croissante de l'urgence climatique. Mais il y a trois défis à relever : l'isolement croissant induit par le télétravail, l'exploitation par les démagogues de la colère née de l'injustice sociale et la dégradation de la situation des pays du Sud.*

(1) La Résilience, Paris, Édition PUF, 2007, coll. « Que sais-je ? », 7<sup>e</sup> édition.

« Le succès du concept de résilience tient aux espoirs qu'il suscite. »



## COVID-19

# Une mobilisation sans précédent

Avec la crise sanitaire de la Covid-19, l'augmentation du volume des déchets hospitaliers a généré un pic d'activité sans précédent au sein des usines de traitement et de valorisation des déchets de Dalkia Wastenergy, entraînant une réorganisation des équipes et une sollicitation accrue des équipements.

Les DASRI<sup>(1)</sup> – compresses usagées, médicaments, seringues et lames – ne sont pas des déchets comme les autres. Collectés à part pour être transformés en énergie, leur traitement est soumis à des règles de sécurité rigoureuses. Au sein de **Dalkia Wastenergy**, filiale de Dalkia, groupe EDF, seuls les sites de Calce, Douchy-les-Mines, Gien et Villefranche-sur-Saône sont autorisés à en assurer la combustion.

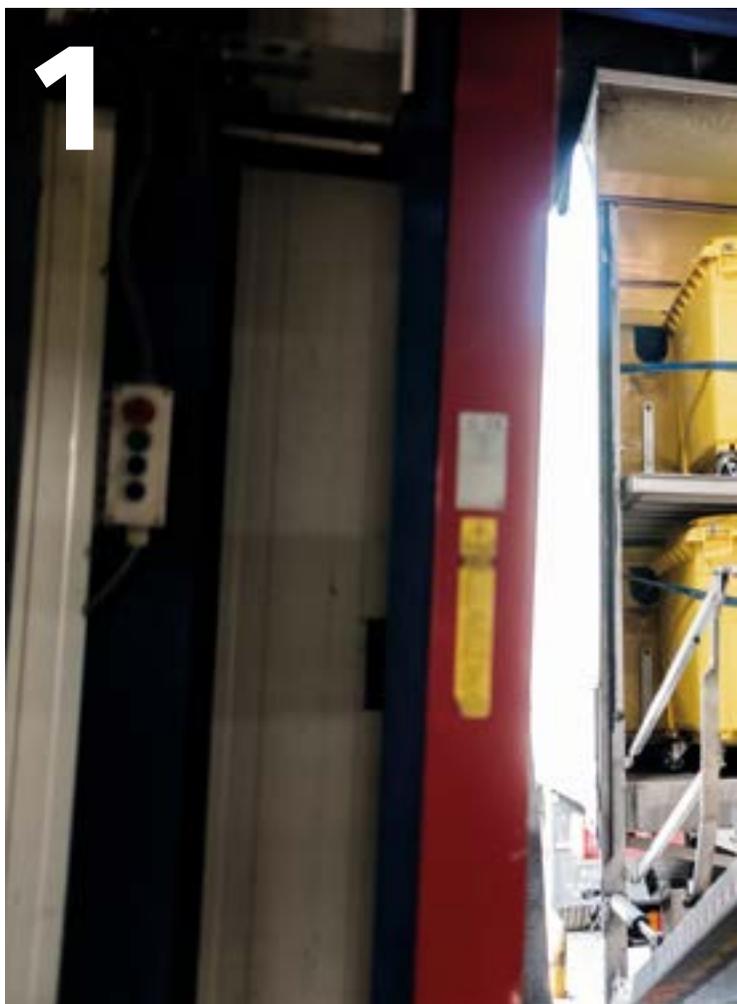
Au pic de l'épidémie, la forte augmentation du tonnage de ces déchets (entre + 30 et + 60 % selon les usines) a impacté l'organisation des équipes des quatre sites. Adaptation des horaires de travail, heures supplémentaires, astreintes le week-end, ajout d'un poste de nuit, maintenance intensive des équipements pour éviter les pannes... tout le personnel s'est considérablement impliqué pour absorber la charge de travail.

Afin d'échelonner les flux de DASRI entrants et d'optimiser les plannings des apports de DASRI, les équipes ont travaillé main dans la main avec les syndicats de collecte et de traitement des déchets<sup>(2)</sup> et les apporteurs (hôpitaux, cliniques, EHPAD...).

La motivation et l'investissement de tous ont permis de préserver la santé publique.

(1) Déchets d'activités de soins à risques infectieux.

(2) Le Sydetom66, le Slaved, le Smictom du Giennois et le Sytraival.





**1\_** Les bacs contenant les DASRI sont réceptionnés, pesés, tracés et stockés dans une zone d'attente dédiée.

**2\_** Une fois les bacs chargés dans la chaîne par un opérateur, ce dernier commande à distance leur vidange automatique. Puis un automate transporte les déchets vers les fours.

**3\_** Les bacs sont ensuite lavés, désinfectés puis séchés.

**4\_** À Douchy-les-Mines, en plein pic épidémique d'avril, les opérateurs se sont mobilisés pour traiter 582 tonnes de déchets, soit quasiment 200 tonnes de plus qu'en mars.

# ON A TOUS ENVIE DE RETROUVER NOTRE VIE D'AVANT. MAIS ON A TOUS AIMÉ VOIR BAISSER LES ÉMISSIONS DE CO<sub>2</sub>.

La vie doit redémarrer mais pas le CO<sub>2</sub>. Relever ce défi, c'est la raison d'être d'EDF. L'objectif : construire ensemble un avenir énergétique neutre en CO<sub>2</sub>, conciliant une meilleure préservation de la planète, bien-être et développement, grâce à l'électricité et à des solutions et services innovants. Notre production d'électricité émet déjà cinq fois moins de CO<sub>2</sub> que la moyenne européenne\*. Et nous nous sommes engagés à aller encore plus loin d'ici à 2050, en réduisant encore nos émissions et celles de nos clients, et en compensant les émissions restantes\*\*.

Devenons l'énergie qui change tout.



Découvrez nos engagements sur [edf.fr/raisondetre](https://www.edf.fr/raisondetre)

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

\* En Europe, les émissions de CO<sub>2</sub> du groupe EDF s'élevaient à 54 g/kWh produits, soit 5 fois moins que la moyenne du panel des 24 plus grands électriciens européens (296 g/kWh), constitué par PwC pour son étude de 2019 « Changement climatique et électricité ». \*\* Le groupe EDF a pour objectif la neutralité carbone d'ici à 2050, et s'inscrit notamment dans les objectifs fixés par le Rapport spécial du GIEC (Groupement d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat) de 2018. Cet objectif se traduit entre autres par des émissions directes quasi nulles grâce à la production nucléaire et au développement des énergies renouvelables, à la fermeture progressive des centrales fonctionnant exclusivement au charbon opérées par EDF et ses filiales; à la réduction des émissions indirectes par exemple par l'accompagnement de nos clients pour décarboner leurs consommations d'énergie ou encore le développement de la biomasse dans les réseaux de chaleur; et enfin grâce à la compensation des émissions résiduelles par des projets à émissions négatives comme le reboisement de forêts.